



Yvelines  
Le Département



Cergy, le 22 février 2018

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Les élus locaux dénoncent le scandale d'Etat du Grand Paris Express !**

**Edouard Philippe a annoncé ce matin le nouveau calendrier du Grand Paris Express, il ne tient aucunement compte de l'avis exprimé par les départements et les collectivités de petite et de grande couronne. Cette décision unilatérale du gouvernement est la conséquence d'une vision parisiano-centrée et d'une absence totale de concertation.**

*Valérie Pécresse, Présidente de la Région Ile-de-France, Jean-Jacques Barbaux, Président de Seine-et-Marne, Pierre Bédier, Président des Yvelines, François Durovray, Président de l'Essonne, Patrick Devedjian, Président des Hauts-de-Seine, Stéphane Troussel, Président de Seine-Saint-Denis, Christian Favier, Président du Val-de-Marne, Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Val d'Oise et de nombreux élus des territoires concernés ne cautionnent pas les annonces d'Edouard Philippe et y voient un absolu mépris du Premier Ministre pour la voix des élus et les habitants de petite et grande couronne.*

Le gouvernement invoque des problèmes techniques et financiers infondés dont les élus n'ont pu juger le fondement n'ayant pas eu le droit de disposer de documents solides durant la prétendue concertation qui ne fût en réalité qu'un simulacre. La Cour des Comptes soulignait avec insistance que les élus membres du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris étaient intentionnellement privés des informations qui auraient dû leur permettre d'exercer leur rôle de contrôle et de proposition, comme le prévoit l'article 8 du décret n°2010-786 du 7 juillet 2010.

Le simulacre de concertation est confirmé quand le Premier Ministre a décidé de faire ces annonces lors d'une conférence de presse sans en avoir averti les parties prenantes. Il y a décidément un problème de méthodologie ancrée dans le fonctionnement du gouvernement.

Depuis des semaines, les élus de tous bords politiques mettent en garde le gouvernement sur l'absolue nécessité de respecter le calendrier du Grand Paris Express. Ils n'ont pas été entendus. Ce mépris des territoires et cette incapacité à être à la hauteur des enjeux métropolitains auront des conséquences douloureuses pour les Franciliens et pour la France.

De plus, le gouvernement entend engager un plan « d'économies » de grande ampleur sur le projet lui-même : des économies faites au détriment des populations, en supprimant des éléments fonctionnels du métro ou en dégradant les conditions d'exécution du chantier, en substituant les évacuations des déblais par camions à du transfert par voie ferrée et fluviale.

Les élus déplorent que les mesures de financement indispensables pour respecter le calendrier initial ne soient pas prises dès à présent. En conséquence, ils contestent la validité du budget de la Société du Grand Paris dont l'absence de gouvernance en a fait un bateau ivre. Toutes ces dérives figuraient

pourtant dans le courrier que les Présidents des Départements d'Ile-de-France ont adressé le 16 février dernier au Premier Ministre.

Les collectivités territoriales rappellent au Premier Ministre que les franciliens contribuent massivement au financement de la Société du Grand Paris, notamment par la taxe spéciale d'équipement (taxe d'habitation et taxe foncière). Elles rappellent également que c'est par manque de financement de l'Etat que le calendrier initial n'a pas été tenu.

Le Grand Paris Express doit désenclaver des territoires, accroître l'offre de logements et d'emploi en Ile-de-France, faciliter le quotidien des Franciliens. Ces annonces ne font que confirmer l'absence de vision stratégique de ce gouvernement.

### Contact presse

Marine Pivert

Responsable des relations presse

marine.pivert@valdoise.fr

Tél. 01 34 25 34 14 - 06 45 73 29 76

Suivez l'actualité du Département du Val d'Oise sur [valdoise.fr](http://valdoise.fr), sur [Facebook](https://www.facebook.com/valdoise) et sur Twitter

